Un parc éolien en mer pour TotalEnergies : la décision surprise du gouvernement Bayrou

ÉNERGIE

Le gouvernement Bayrou a choisi TotalEnergies et RWE pour construire un nouveau parc éolien dans la Manche.

L'attribution officielle reste conditionnée au versement des garanties financières.

Amélie Laurin et Sharon Wajsbrot

En France, la plupart des parcs éoliens en mer ont été, jusqu'à présent, attribués à EDF. *Photo Jean Claude Moschetti/RÉA*

Après sa reculade sur la publication de la très attendue programmation pluriannuelle de l'énergie – la feuille de route de la France en matière de transition énergétique –, le gouvernement Bayrou a finalement choisi d'avancer sur un autre front : celui de l'éolien en mer.

Selon nos informations, juste avant de tomber sous la censure du Parlement, le gouvernement a fait savoir au lauréat du parc éolien en mer Centre Manche 2 – le huitième appel d'offres lancé sur les côtes françaises – qu'il avait remporté la partie. Et surprise, ce n'est ni EDF, ni Engie, les deux lauréats traditionnels de ces mégaprojets en France. Cette fois-ci, c'est l'alliance formée par le français TotalEnergies et le groupe allemand RWE qui a été désignée pour ce site situé au nord-est du Cotentin.

Jusqu'à présent, seuls deux parcs éoliens en mer ont été confiés à des groupes étrangers : l'espagnol Iberdrola pour les éoliennes installées au large de Saint-Brieuc et l'alliance formée par l'énergéticien belge Elicio et l'allemand BayWa r.e. pour celles qui doivent être mises à l'eau en Bretagne Sud.

Des turbines fabriquées en Europe

Avec ce nouveau parc d'une capacité d'environ 1,5 GW – soit la puissance théorique d'un réacteur nucléaire de nouvelle génération – TotalEnergies et son allié allemand doivent donc faire leur entrée dans l'éolien en mer en France.

Ce duo a été préféré à celui formé par EDF et Maple Power, déjà lauréat sur le parc offshore Centre Manche 1. Si les projets des deux alliances ont obtenu des notes similaires, TotalEnergies et RWE privilégient l'installation de turbines fabriquées en Europe, alors qu'EDF n'exclurait pas le recours à des machines chinoises, indiquent plusieurs sources. Par ailleurs, l'électricien public n'a pas caché son souhait de limiter ses investissements futurs dans l'éolien en mer.

Interrogés, TotalEnergies, RWE, la Commission de régulation de l'énergie et le ministère de l'Energie ne font aucun commentaire sur *« un processus concurrentiel encore en cours »*. Bercy précise que l'attribution officielle du projet par le ministre ne sera réalisée qu'une fois les garanties financières versées par le lauréat. Selon le cahier des charges, ce dernier a quinze jours pour le faire.

Par le passé, cette étape a déjà révélé des surprises. Pour l'appel d'offres lancé en Bretagne Sud, le premier lauréat désigné – le pétrolier Equinor – s'était finalement retiré dans la dernière ligne droite. Pour ce nouveau parc éolien prévu dans la Manche, à l'horizon 2032, un retournement de dernière minute n'est pas à exclure compte tenu du contexte.

Inquiétude chez RWE

RWE est en effet en train de plier discrètement bagage dans l'éolien en mer en France, comme l'a révélé GreenUnivers. Dans l'équipe d'une cinquantaine de personnes constituée par l'énergéticien pour gagner des appels d'offres en France, beaucoup sont très inquiets pour leur avenir et envoient des CV depuis le mois de juin, confirment plusieurs sources. Selon nos informations, le groupe est entré dans le vif du sujet : il a engagé un projet de licenciement collectif pour motif économique de ses équipes dédiées à l'offshore en France début septembre.

« Aucune décision finale n'a été prise pour la France dans le cadre de la revue normale des marchés du groupe », temporise un porte-parole de RWE France. Il n'empêche, le vent a tourné pour le groupe. Sous pression du fonds activiste Elliott qui détient près de 5 % de son capital depuis fin mars, le groupe allemand a annoncé une baisse de 10 milliards d'euros – soit une réduction de 20 % – de ses investissements dans les énergies vertes d'ici à 2030, en raison de leur trop faible rentabilité.

Plus de candidat pour le parc au large d'Oléron

Les facteurs sont multiples : hausse des taux d'intérêt, des coûts de construction, incertitudes réglementaires, risques géopolitiques pour l'éolien offshore vilipendé par Donald Trump aux Etats-Unis, mais aussi les coups de braquet ailleurs dans le monde.

En France, la technologie est pointée du doigt par le Rassemblement national mais aussi par une partie de la droite. Même la ministre allemande de l'Economie, Katherina Reiche, parle d'optimiser le développement de l'éolien offshore pour en faire baisser les coûts outre-Rhin.

Selon plusieurs sources, la récente victoire sur le projet éolien dans la Manche ne change rien à la décision de RWE de plier bagage dans l'éolien en mer en France. A l'inverse, *« TotalEnergies a la volonté d'aller jusqu'au bout, avec ou sans RWE »*, affirme une source. Si RWE se dédit, TotalEnergies pourra poursuivre seul le projet, à condition que Bercy l'y autorise.

Reste pour le gouvernement Lecornu à trancher un autre dossier épineux : celui du parc éolien en mer prévu au large de l'île d'Oléron. Là encore, les secousses du marché ont bousculé les plans du gouvernement. Echaudés par un prix plafond d'achat de l'électricité jugé trop bas et par les obstacles techniques du site, les candidats ont fait défection un à un. A tel point que l'appel d'offre pourrait être déclaré infructueux faute de candidats. ■

Les chiffres clés

1,5
GIGAWATT
La capacité de production du futur parc éolien en mer Centre Manche 2 – soit la puissance théorique d'un réacteur nucléaire de nouvelle génération.

-10
MILLIARDS D'EUROS
La baisse des investissements du groupe RWE dans les énergies vertes d'ici à 2030, en raison de leur trop faible rentabilité.